

La crise des subprimes aux Etats-Unis : Causes et conséquences :

GEA 1

2 ème Année FC1

Introduction :

La crise immobilière également appelée "crise des subprimes", du nom de ces crédits hypothécaires, a vu le jour entre 2006 et 2007 aux USA. Cette crise qui aurait due rester circonscrite aux Etats-Unis, et plus particulièrement au secteur de l'immobilier s'est finalement propagée. Tout d'abord à l'ensemble de l'économie américaine, puis à l'ensemble de l'économie mondiale. Cette propagation est principalement le fait d'une technique qui est utilisée dans le milieu de la finance, la titrisation, faisant de cette crise une des plus importantes crises financière mondiales.

Suite à cette crise, le paysage bancaire a fortement changé. En effet elle a permis de mettre en avant les dérives des acteurs de ce milieu, mais également de pousser les autorités à intervenir afin que plus jamais une telle situation ne se réalise à nouveau.

A travers cet exposé, nous allons donc essayer de vous faire comprendre comment cette crise est apparue et par quels moyens les autorités ont tentés d'y mettre fin.

I)- Définition et origines :

Avant de commencer à évoquer les différentes raisons qui peuvent être tenues comme étant à l'origine de cette crise, nous aimerons d'abord définir deux notions qui nous semblent être importantes quant à la bonne compréhension de la suite de notre exposé.

1)- Définitions

Un subprime est un prêt à taux variable accordé par les banques aux ménages américains à faible solvabilité. La particularité de ce genre de prêt repose sur le fait que la garantie ne se fait non plus sur les revenus de l'emprunteur mais plutôt sur une hypothèque sur le bien acquis, en l'occurrence l'immobilier.

La titrisation est un montage financier réalisé par un établissement de crédit et qui consiste en la transformation d'actifs (principalement des prêts) en titres négociables (obligations) afin d'être vendus sur un marché.

Le principal avantage de cette technique est qu'elle permet à l'établissement de crédit de se refinancer de manière rapide mais également de se protéger contre un éventuel risque de non paiement de sa créance.

2)- Les différentes causes :

Lorsque l'on regarde parmi les propriétaires, on se rend vite compte que les minorités sont faiblement représentées. Cette non représentation peut notamment s'expliquer par le fait que pour une personne issue d'une minorité, l'accès aux crédits est très difficile. Ainsi selon une étude menée par le Housing Center, un organisme chargé de lutter contre les discriminations dans le milieu immobilier, un Afro-Américain de classe moyenne a 31,56% de risque d'avoir sa demande de prêt refusée, contre 10,58% pour un Blanc de la même classe sociale.

C'est donc dans l'optique de stopper ces inégalités que les responsables américains, sous la pression de certaines associations, ont décidé d'intervenir.

Pour ce faire, ils ont décidé la création des crédits dits « subprimes ».

En effet, face au désir de développer le nombre de ménages propriétaires le gouvernement américain a alors mis la pression aux banques afin qu'elles proposent ces nouveaux crédits. L'effet a été immédiat, les familles hispaniques et afro-américaines, qui sont par ailleurs les populations les plus défavorisées, ont été les plus grands demandeurs de crédit subprimes.

Par ailleurs, la demande de crédits subprimes a également été encouragée par la FED, la réserve fédérale américaine, suite aux attentats du 11 septembre 2001.

Cette dernière pour éviter l'apparition d'une crise économique, s'est lancée dans une vaste opération de relance. Pour ce faire, la FED a agi sur son principal outil, le taux directeur, en

menant une politique de taux bas, allant même jusqu'à baisser son taux à hauteur de 1%, en 2003. Cette politique aura pour conséquence directe la hausse des demandes de crédits immobiliers, principalement les subprimes, qui formera une bulle spéculative sur le marché de l'immobilier américain.

Cependant, lorsque la réserve américaine décide de remonter son taux directeur, c'est le début des premiers soucis pour les emprunteurs. Suite à la hausse de son taux directeur, la proportion de défauts des emprunteurs (ne pouvant plus payer leur crédit) passe de 5% à 15%, ce qui pouvait déjà laisser présager les débuts d'une crise, et donc permettre aux autorités d'intervenir.

De plus, l'utilisation à outrance du phénomène de titrisation dont nous avons donné la définition un peu plus haut a fortement accéléré l'apparition de cette crise, car cette technique a permis aux banques de disséminer l'ensemble de leurs créances douteuses au delà de la sphère bancaire, ce qui débouchera sur une crise qui touchera les secteurs industriel, financier et immobilier américain avant de toucher l'ensemble de l'économie mondiale.

Enfin, l'évolution des normes comptables a également joué un rôle dans cette crise. Les nouvelles normes comptables, dites internationales (IAS/IFRS) ont notamment introduit le principe de la « juste valeur », qui oblige les entreprises à évaluer leurs actifs par rapport à leur valeur sur le marché, en opposition à l'évaluation au « cout historique » c'est à dire au prix d'achat de l'actif.

Ainsi, après la crise, nombreux étaient les détracteurs qui ont pointé du doigt le principe de la « juste valeur ». Selon eux, ce principe aurait fortement précipité les dégâts engendrés lors de la crise, car la dégradation de la situation financière mondiale a entraîné une crise de l'évaluation des actifs et passifs financiers, en particulier ceux détenus en grande quantité par les banques. Par conséquent, les établissements financiers ont dû revoir à la baisse la valeur de leurs portefeuilles ce qui a contribué à aggraver un peu plus le sentiment de défiance.

Après avoir évoqué les différentes causes de la crise, nous allons maintenant passer aux conséquences que cette crise a engendrées.

II – Les conséquences de la crise :

La crise des prêts « subprime » américains s'est transformée en crise globale du crédit puis de la liquidité. La crise financière a débordé des mondes de l'immobilier et de la banque en atteignant le milieu boursier. Il y a eu de nombreuses conséquences du point de vue sociale et économiques, des mesures ont été prises par l'Etat, mais la déception a pris le dessus suite à l'annonce du plan de relance de Georges W. Bush, qui privilégie la relance fiscale aux dépens d'un sauvetage du secteur financier, j'en parlerais plus précisément plus tard.

Le système des subprimes est beaucoup plus complexe que le système de prêt classique, quand un emprunteur demande à son banquier de lui prêter de l'argent. Le système des

subprimes permet de transformer les emprunts en titres, et les taux sont alors variables. De plus, dans 70% des prêts accordés aujourd'hui aux Etats-Unis, une tierce personne fait l'intermédiaire, un « courtier en prêts hypothécaires », qui travaille non pas pour l'emprunteur mais pour la banque et il est dans son intérêt de convaincre le client de prendre un prêt qui profitera plus à la banque qu'à lui-même.

Voici donc les conséquences que cette crise a engendrées au sein de la société américaine :

1)- Conséquences sociales

Le marché immobilier américain a connu une croissance phénoménale avec une hausse du taux de propriétaires de 65 à 69 % en dix ans. Grâce aux prêts subprimes, près de 70 % de la population possède son logement, mais les deux tiers (soit environ 50 millions d'Américains) sont en retard dans le remboursement des prêts.

La crise a entraîné une augmentation des taux d'intérêt. Les prêts subprimes représentent 15 % sur 11 500 milliards de dollars sur la totalité des crédits hypothécaires aux Etats-Unis et on estime que, chaque mois, 100 000 de ces crédits ont vu leurs taux d'intérêt augmenter. Ces augmentations sont très lourdes, des foyers américains voient ainsi leurs mensualités tripler voire quadrupler. Faute de pouvoir rembourser. Ces emprunts souvent devenus supérieurs à la valeur de leur logement, les gens préfèrent renoncer, cela ne vaut même pas la peine de les refinancer.

D'après la Fed de Boston, 20 % des crédits subprimes accordés aux États-Unis se concluent par la saisie d'un logement. Avec plus de 200.000 maisons saisies chaque mois sur l'ensemble du territoire, les Etats-Unis sont au plus haut niveau des saisies de logement depuis 37 ans, principalement en Californie, en Floride et dans le Nevada, trois états qui ont connus un boom immobilier ces dernières années. Alors que la vague ne devrait pas retomber avant au moins l'été 2008, 2 millions de foyers américains devraient avoir à rechercher un logement, soit un foyer sur 63 au niveau national. Parmi eux, les locataires de maisons achetées par des investisseurs qui ne peuvent aujourd'hui plus les payer et sont saisis de leurs biens. Ces locataires ont même moins de recours que les propriétaires et peuvent être chassés en quelques jours.

Certaines maisons sont vendues aux enchères, avec des prix démarrant parfois à seulement 50.000 dollars mais beaucoup d'entre elles sont purement laissées à l'abandon. La multiplication des saisies a donc transformé certaines banlieues américaines en quartiers fantômes vidés de leurs habitants. On assiste à de nombreux vols, les gens quittant précipitamment leur domicile et ne prenant pas toujours le temps d'emmener leurs affaires, les maisons sont pillées. On dénombre également de nombreux animaux errants dans ces quartiers ; contraints de déménager, les gens préfèrent abandonner leurs animaux de compagnie.



Nous pouvons observer sur le graphique la montée en flèche du nombre d'expulsions identifiées sur le sol américain, dès le début de la crise américaine au 1^{er} trimestre 2007, ont atteint déjà un record sur le nombre d'expulsions. Mais la fin de l'année, nous montre l'ampleur que cela a pris, on voit quasi doublé le nombre d'expulsion en moins d'un an.

Le prix des logements ayant baissé de 7,7% sur un an, avec des baisses de plus de 10% à Miami, San Diego, Las Vegas, Detroit, Phoenix et Tampa, cette baisse s'est produite dans les 20 plus grandes villes des USA. En 2008, l'année s'est annoncée très dure pour le milieu de l'immobilier, les achats de logements neufs ont chuté de 15% l'année 2007 et de 13% en 2008. Une dégradation des conditions de vie s'en est suivie, les secteurs du bâtiment et des banques ont connu des licenciements massifs. Et c'est ainsi que des familles qui appartenaient à la classe moyenne pouvaient se retrouver du jour au lendemain dans des conditions de vie extrêmement précaires.

Dans l'immédiat qui suivait une expulsion, les ménages américains ont cherché dans un premier temps des logements provisoires, car ils auront maintenant les plus grandes difficultés à financer l'achat d'un logement auprès de banques rendues ultra méfiantes.

Les différents ménages qui ont réussi à éviter la saisie de leur maison, pour eux la situation n'en est pas moindre, elle reste tendue. La restriction des crédits à peser lourd, pour les ménages américains habitués à consommer à crédit et à « adosser » leurs crédits à la consommation sur la valeur de leurs maisons.

Nous allons maintenant prendre l'exemple de Cleveland, surnommée la « capitale des expulsions »

Dans cette ville, depuis 2002, plus de 70 000 maisons ont été saisies en 2007, les habitants ont été expropriés et chassés. Selon le journaliste Phillip Morris, d'un journal de Cleveland, l'ampleur du sinistre est comparable aux dégâts de l'ouragan Katrina, qui avait dévasté La Nouvelle-Orléans en 2005 : « plus de 24 000 personnes ont perdu leurs maisons. Plus de

10.000 maisons abandonnées. Des ménages ont été contraints de laisser derrière eux biens, vêtements et même leurs photos de famille. »

Le Center for Responsible Lending(CRL), qui est un organisme de sondage, chiffre à 20% la proportion d'emprunteurs subprime qui pourraient perdre leurs logements sur le sol américain. Ils s'agiraient de 7 millions d'américains qui pourraient donc perdre leurs maisons.

2)- Conséquences économiques

La crise des subprimes a engendré de nombreuses conséquences économiques, il n'y a plus d'investissement des entreprises ce qui participe à la baisse de croissance économique du pays, en douze mois la devise américaine a perdu entre 15% et 20% de sa valeur par rapport aux autres grandes devises. Cela a permis à une augmentation des exportations de produits manufacturiers de plus de 12% tandis que les importations ont augmenté d'à peine 1,7%, tout semble parfait mais le moteur des échanges est moins puissant que celui de la consommation des ménages car il assure 2/3 de la croissance américaine. D'autre part, le poids de la production dans le PIB est en augmentation. Les exportations du secteur manufacturier est en hausse du fait de la baisse spectaculaire du dollar qui a perdu 25% de sa valeur par rapport aux autres devises depuis 2002.

Il faut aussi savoir que l'insolvabilité du consommateur américain à entrainer une suppression du facteur principal de la croissance américaine, ces dernières années 2/3 de la croissance américaine est due à la forte consommation des ménages. La hausse des prix pose problème car la consommation des ménages tient une part importante dans le PIB américain et avec la crise on a constaté que cette part s'est fortement réduite.

Cependant durant la crise on dénombre de nombreuses pertes d'emploi dans l'immobilier et le bâtiment au cours des 9 premiers mois de l'année 2007. S'en est suivi de nombreux licenciements en série que les établissements financiers ont annoncés chaque jour. Il ne reste en fait quasiment plus que les emplois gouvernementaux pour contribuer positivement à la création d'emplois chaque mois. Créer des fonctionnaires, voilà un signe clair d'une économie qui évite la récession. Le taux de chômage reste presque stable car la participation au marché du travail diminue selon les statistiques officielles. Moins de gens veulent travailler, donc les licenciements sont largement compensés dans les chiffres. Dans la réalité, ce fut une autre affaire.

La crise a donc engendré de nombreux problèmes dans le secteur bancaire et celui du bâtiment, ces secteurs ont subis des licenciements massifs. A ce titre, nous allons étudier le cas de Lehman Brothers :

À partir d'août 2007, Lehman Brothers essaie de solder sans succès ses positions sur les crédits immobiliers à risque, suite de la crise des subprimes. Les pertes engendrées par ces positions conduisent la banque à vendre pour six milliards USD d'actifs. Sa capitalisation boursière chute alors de 73 %. Les pertes cumulées de la banque poussent la direction à rechercher un repreneur mais sans résultat.

Autour d'elle, d'autres banques sont aidées par l'État, telles que Bear Stearns en mars 2008, les sociétés de crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac le 7 septembre 2008 mais aucune

aide ne vient à Lehman Brothers. L'abstention de l'Etat est largement perçue comme la volonté de faire un exemple.

Le secrétaire au Trésor Henry Paulson et le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke sont déterminés à ne pas investir un centime pour sauver Lehman Brothers, estimant qu'il revient aux grandes banques de la place de le faire. La liquidation judiciaire de Lehman, qui détenait encore 639 milliards de dollars d'actifs à la fin mai, va représenter l'une des plus grosses faillites de l'histoire des États-Unis.

La chute de Lehman Brothers entraîne avec elle la bourse américaine, puis quelques semaines plus tard toutes les bourses mondiales. Pour pallier la crise, certains États nationalisent les pertes engendrées par les banques en difficultés, garantissent les épargnes et vont même racheter les actifs toxiques.

La crise des subprimes, a également eu de fortes répercussions sur le secteur industriel. En effet, le secteur automobile représente environ 3 millions d'emplois aux USA plus de 150 Milliards de dollars de salaire et 60Millions de recette fiscale pour l'Etat, c'est donc un des plus gros employeurs de l'industrie américaine, suite a la crise des subprimes l'industrie automobile s'est retrouvé dans la tourmente, poussant General Motors, Ford et Chrysler au bord de la faillite.

3)- Propagation au reste du Monde :

Comme nous avons pu le voir précédemment, la crise financière n'est pas restée circonscrite au Etats-Unis, mais s'est propagée sur l'ensemble des places boursières.

A titre d'exemple, en France, l'économie s'est retrouvée fortement touchée par cette crise. Les banques françaises se sont rendues comptes qu'elles détenaient dans leurs actifs certains titres risqués et elles ont donc été obligées de recourir à des dépréciations massives de leurs actifs. BNP Paribas, a notamment déprécié pour 301 millions d'euros d'actifs, et un total de 1,2 milliard d'euros pour l'ensemble de l'année 2007. La Société Générale, plus touchée, a dû passer une dépréciation d'un montant de 404 millions d'euros, et au total 2,57 milliards d'euros pour l'année 2007.

Mais la crise a également touchée d'autres pays de manière plus sévère :

- En Allemagne, la Deutsche Bank a passé une dépréciation de 2,2 milliards d'euros uniquement pour le troisième trimestre de 2007.
- La banque suisse, UBS a pour sa part passé une dépréciation d'un montant de 11 milliards de Francs suisses (environ 8.5 milliards d'euros)
- Au Japon, la banque Mizuho, qui est la banque japonaise la plus touchée, a perdu 9,3 milliards d'euros.

Avec de tels dégâts, les autorités ont donc été obligés d'intervenir par crainte de voir leurs économies sombrer. Ce qui nous amène donc à notre 4^{ème} sous partie :

4)- Plans de relance :

Pour faire face à cette crise les autorités américaine ont pris des mesures financières afin de relancer l'économie, à travers des plan de relance économique :

1^{er} PLAN : La 1^{ère} intervention de l'Etat à été effectuer par le président Georges W Bush en 2008, il a voulu utiliser les baisses d'impôts pour doper l'économie. Cette même économie qui a détruit 17 000 emplois non agricoles au mois de janvier et 27 000 dans le secteur de la construction. Le président américain a proposé un plan de relance qui visait à injecter 168 milliards de dollars sur 2 ans dont 150 Milliard la 1^{ère} année pour éviter la récession. Cette somme représente 1% du PIB de cette année. Ce plan est fiable et temporaire, il permet de remettre de l'argent entre les mains des entreprises et des travailleurs américains. Ce plan prévoit un remboursement d'impôts pour environ 130 millions de personnes qui recevront entre 600 et 1 200 dollars et un bonus de 300 dollars par enfant. Mais le succès de cette mesure n'était pas garantie, cela devait dépendre de la façon dont les Américains allait dépenser cet argent : consommer ou épargner. La banque centrale a du abaissé son taux directeur pour le ramener à 3% et l'administration a cherché, à minimiser l'impact de la crise de l'immobilier. Pour cela, les prêteurs hypothécaires américains ont accepté de rallonger le délai de remboursement de 30 jours pour les ménages en retard de paiement avant la saisie de leur logement.

2^{ème} PLAN : Suite a ce 1^{er} plan l'administration Bush a mis en plan un second plan, de sauvetage cette fois-ci d'un montant de 700 Milliards de dollars afin de venir en aide au banque, de plus un partie de ce montant correspondant à une aide d'environ 14 Milliards de dollars qui a été accordé au secteur de l'industrie automobile. Le département de l'énergie à également octroyer 25 Milliards de dollars à un programme visant à développer les voitures électriques.

3^{ème} PLAN : Enfin le plan de relance de Barack Obama d'un montant de 789 Milliards de dollars vise principalement à créer 3 à 4 millions d'emplois.

En France, le gouvernement de Nicolas Sarkozy a voté un plan de relance d'un montant de 26 milliards d'euros, parmi lesquels 11 milliards seront destinés à « améliorer la trésorerie des entreprises » et 11 autres milliards seront versés à des opérations sanctionnées par l'État français. Finalement, le plan de relance français se chiffrera à un montant de 34 milliards d'euros, notamment à cause des prêts consentis aux constructeurs ou les différentes aides proposées aux ménages.

En Allemagne, le Bundestag a voté un plan de relance de 50 milliards d'euros, soit le plus vaste depuis l'après guerre. Ce plan comprend notamment une baisse d'impôts de l'ordre de 18 milliards d'euros, et un montant de 17 milliards réservé pour l'investissement dans les infrastructures.

Au Japon, il y aura principalement trois plans de relance. Le premier, d'un montant de 73 milliards d'euros, afin de soutenir les agriculteurs. Un second interviendra en octobre

2008, avec un montant de 207 milliards d'euros principalement destinés à relancer la consommation. Enfin, un dernier plan d'un montant de 192 milliards d'euros qui sera principalement destiné à engendrer une baisse d'impôts.

III) Etat actuel :

A. Aux Etats-Unis

Selon la Banque centrale américaine (FED), la Grande récession qui a commencé en décembre 2007 aux Etats-Unis est officiellement terminée.

Mais le taux de chômage est encore très élevé. En effet le taux de chômage ce chiffre actuellement a 9,6%, le pire chiffre depuis plus de 30ans pour l'économie US. Ce taux devrait probablement maintenir sa tendance négative, pour osciller entre 8,9% et 9,1% en 2011 selon les prévisions.

A titre d'exemple selon le département du Travail, 15 millions d'Américains étaient, jusqu'à novembre dernier sans emploi, 12 millions sont sous-employés et plus d'un million de demandeurs d'emploi dont "découragés" et ont renoncé à chercher un travail même si ils en ont grandement besoin.

Selon la Fed les perspectives en matière d'emplois se sont légèrement améliorées à travers le pays mais que dans certains cas, les entreprises prévoyaient d'avoir recours au travail temporaire plutôt que de créer des emplois. La Fed estime que le rythme des créations d'emplois est trop faible.

En 2010, après le plan de sauvetage d'Obama qui était d'injecter plus de 17.4 milliards de dollars destiné à sauver le secteur automobile en particulier le big three : Général Motors, Chrysler et Ford en échange de restructurations drastiques à permis de préserver plus d'un millions d'emplois.

Pour la première fois depuis 2004 les trois groupes automobiles américains sont rentables.

En 2010, GM a achevé de rembourser les prêts des Etats américain et canadien en avril dernier et a dégagé un premier bénéfice au premier trimestre 2010.

Afin de prouver sa reprise, GM a annoncé en début d'année que ses ventes d'automobile ont bondi de 23% en janvier comparativement à la même période une année plutôt. De même pour Chrysler qui prévoit de dégager des profits cette année après des pertes l'an dernier. Alors que la croissance de Ford a été de 13,3%.

Le marché de l'immobilier aux Etats-Unis reste encore bien fragile. En effet la crise des saisies immobilières reste une des principales menaces potentielles pour la reprise américaine à cause de la polémique autour des saisies. Les banques ont fait appel à du personnel embauché juste pour signer les procédures de saisies à la chaîne sans même regarder les dossiers. Ce qui a déclenché à l'automne un scandale aux Etats-Unis. Les banques avaient dû interrompre les saisies et font face à des dizaines de procès de propriétaire.

Les saisies devraient encore augmenté cette année. Mais selon les économistes la situation devrait s'améliorer doucement dans les mois à venir. Les prix des logements ne devraient plus baisser.

Les promesses de ventes de logements ont augmenté de 3,5% en novembre après une hausse de 10,1% en octobre. Autre indicateur positif : les reventes de logements ont augmenté de 5,6% en novembre

Selon les chiffres officiels de la croissance publiés vendredi à Washington, la croissance s'est renforcée aux Etats-Unis en 2010, permettant au PIB du pays de retrouver son niveau d'avant la crise.

Sur l'ensemble de l'année le PIB a progressé de 2.9% par rapport à 2009 pour atteindre 14660.2 milliards de dollars. La croissance économique s'est nettement accélérée au quatrième semestre sous l'effet de la consommation des ménages et des exportations, principalement, mais aussi de l'investissement des entreprises.

D'après les prévisions de la FED, la croissance économique sera comprise entre 3.5% et 4.2% en 2011. Pour 2012, les responsables économique américains estiment toujours que la progression du PIB pourrait atteindre au mieux 4,5% sur un an au dernier trimestre

Mais le déficit budgétaire astronomique hypothèque les chances de l'économie américaine pour une véritable relance. D'après le Trésor américain, le déficit budgétaire des Etats-Unis a augmenté bien plus que prévu en novembre dernier, pour dépasser 150 milliards de dollars et atteindre ainsi un record durant cette année de 1 645 milliard \$ pour 2011 ce qui représente environ 10% du PIB.

Pour réduire ce déficit, le président américain Barack Obama a présenté le 14 février devant le Congrès américain son projet de budget pour 2012, qui vise à réduire le déficit fédéral de 1.100 milliards de dollars (environ 800 milliards d'euros) sur 10 ans, mais les Républicains jugent la baisse des dépenses trop limitée.

La Maison blanche table sur un budget de 3.729 milliards de dollars, avec un déficit de 1.645 milliards pour l'exercice 2011, commencé début octobre, puis 1.101 milliards pour l'exercice 2012. Cette tendance réduirait le déficit à 3,2% du produit intérieur brut (PIB) en 2015, contre 10,9% cette année.

Deux tiers des économies budgétaires prévues par le texte proviennent d'une réduction des dépenses et de la baisse prévisible du service de la dette à mesure que le déficit se résorbera.

Le reste provient d'une hausse des recettes, avec notamment l'expiration du compromis fiscal négocié en décembre avec les Républicains, qui contrôlent la Chambre des représentants. Ce texte prolonge pour deux ans les allègements d'impôts hérités de la présidence de George W. Bush et prolonge aussi les allocations pour les chômeurs de longue durée.

Les finances fédérales doivent aussi bénéficier d'une hausse des recettes en raison de la reprise économique, ainsi que de la suppression de 12 niches fiscales pour les entreprises spécialisées dans le pétrole, le gaz et le charbon, qui doit permettre de dégager 46 milliards de dollars sur 10 ans.

Ce projet de budget doit permettre à Barack Obama de tenir son engagement auprès de ses partenaires du G20 de diviser par deux le déficit d'ici la fin de son mandat, en janvier 2013, par rapport à sa prise de fonction en 2009. Pour contribuer à cette réduction, le président américain prévoit de geler les dépenses discrétionnaires non sécuritaires pour cinq ans, soit une économie de 400 milliards de dollars sur 10 ans.

Cette mesure implique de réduire les dépenses de plus de 200 programmes fédéraux et permettra d'économiser 33 milliards de dollars sur l'exercice 2012. Les dépenses de défense seront réduites de 78 milliards sur cinq ans, comme annoncé précédemment, et celles de santé de 62 milliards sur 10 ans.

Le projet table sur un déficit autour de 3% du PIB à partir de 2015 et au-delà, ralentissant la croissance de la dette américaine, même si cette dernière devrait grimper à 77% du PIB en 2021, contre 72% en 2011.

Le budget ne sera adopté qu'au terme d'un débat qui s'annonce long entre les démocrates, majoritaires au Sénat, et les républicains, qui contrôlent la Chambre des représentants.

La Maison Blanche a par ailleurs indiqué avoir revu en baisse sa prévision de croissance du PIB américain pour 2011, mais a maintenu son pronostic d'accélération de l'activité pour 2012. Selon le nouveau projet de loi de finances, le PIB américain devrait croître de 2,7% en 2011 et de 3,6% en 2012. La prévision précédente de l'Etat donnait un PIB en hausse de 3,2% en 2011, et de 3,6% en 2012.

Le gouvernement est plus prudent que la banque centrale (Fed) et le Fonds monétaire international (FMI) pour 2011. Le président de la Fed, Ben Bernanke, a indiqué que la croissance devrait être comprise entre 3,0 et 4,0% en 2011. Le FMI table lui sur 3,0% cette année-là.

Le gouvernement est en revanche beaucoup plus optimiste que le FMI pour 2012, puisque le Fonds a indiqué en janvier que la croissance américaine devrait selon lui ralentir en 2012, à 2,7%.

B. Au niveau Européen

L'économie grecque devrait reculer à nouveau d'au moins 3 % en 2011, a rapporté mardi la Banque de Grèce (BDG) dans son rapport de politique monétaire annuel.

La Grèce doit poursuivre ses politiques de consolidation budgétaire et accélérer ses réformes structurelles en profondeur, en se concentrant sur les mesures destinées à augmenter la compétitivité, a déclaré le gouverneur de la BDG George Provopoulos, qui a déposé officiellement son rapport annuel 2010- 11 au Parlement grec.

Elle devrait continuer de se contracter cette année, mais à un rythme plus lent que celui de 4 % selon les estimations pour 2010.

Le taux de chômage devrait de nouveau augmenter en 2011, tandis que l'inflation, qui s'élève actuellement à plus de 5 %, devrait baisser à 2,2 % d'ici la fin de l'année, selon les prévisions.

Les analystes de la BDG conservent leur optimisme sur la capacité de la Grèce à faire retomber son déficit budgétaire, qui est tombé de 15,4 % du PIB en 2009, à 9,4 % en 2010, sous la barre des trois pourcent à l'horizon 2014, selon les objectifs et le calendrier du Programme de croissance et de stabilité.

Concernant les banques grecques, le rapport souligne qu'elles sont confrontées à un défi, car le total des prêts non-performants est passé d'environ 18 milliards d'euros (24,3 milliards de dollars) en 2009 à 28 milliards d'euros (37,8 milliards de dollars) en 2010.

Les ressources en capital du système bancaire restent à un niveau satisfaisant pour l'instant, ajoute le rapport.

Pour ce qui concerne de l'économie irlandaise qui reste dans le rouge malgré l'aide européenne. En effet l'Irlande a annoncé un recul de 1% de son Produit intérieur brut en 2010, alors que la situation de ses banques semble encore plus dégradée que prévu malgré les milliards déjà injectés.

Cette annonce est intervenue au moment où les dirigeants européens se retrouvaient à Bruxelles au chevet du Portugal qui, en pleine crise politique, se rapproche à son tour d'un plan d'aide internationale après la Grèce et l'Irlande.

Les statistiques officielles divulguées montrent que l'ancien "Tigre celtique" est loin d'être sorti d'affaire malgré le plan de 85 milliards d'euros conclu en novembre avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international dans l'espoir de sauver son secteur bancaire et de relancer l'économie.

Celle-ci a enregistré au dernier trimestre 2010 une contraction inattendue de 1,6% par rapport au trimestre précédent.

Le rebond du 3e trimestre (+0,6%) permet à l'Irlande d'échapper formellement à un retour dans la récession qui se définit par deux trimestres consécutifs de contraction du PIB mais le bilan de l'ensemble de l'année 2010 n'en reste pas moins négatif, à -1%.

C'est le troisième repli annuel consécutif de l'économie irlandaise, son PIB ayant déjà chuté de 3,5% en 2008 et de 7,6% en 2009 en raison de la crise immobilière qui l'a frappée de plein fouet.

Or, selon tous les économistes, seule une reprise vigoureuse peut permettre au pays de sortir enfin la tête de l'eau en renflouant les caisses de l'Etat et en faisant baisser le chômage, qui touche désormais 13,5% de la population active.

Mais la Banque Centrale d'Irlande ne prévoit plus qu'une croissance de 1% en 2011, plombée par les mesures d'austérité exigées en échange de l'aide internationale, prévision qui pourrait d'ailleurs encore pécher par optimisme.

Les difficultés des banques irlandaises ont fait grimper le déficit du pays à un niveau astronomique, 32% de son PIB l'an dernier, provoquant la défiance des marchés et obligeant Dublin à réclamer une aide extérieure vécue comme une humiliation nationale, au point de faire tomber le gouvernement.

Le nouveau Premier ministre, Enda Kenny, tente depuis près d'un mois de renégocier avec ses partenaires européens les conditions du plan.

Tout en campant sur son refus de relever son très faible taux d'imposition des sociétés, fixé à 12,5% et critiqué par la France et l'Allemagne, M. Kenny semble prêt à faire des concessions sur une harmonisation de l'assiette fiscale permettant de calculer cet impôt.

L'assouplissement de la position irlandaise, ont noté les analystes, a coïncidé avec l'approche des résultats, attendus d'ici le 31 mars, de nouveaux tests de résistance imposés par Dublin aux banques du pays, déjà renflouées à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Selon les premières indications, les résultats de ces tests s'annoncent bien plus mauvais que prévu et la nouvelle facture pourrait même dépasser les 35 milliards d'euros prévus pour les banques dans le plan d'aide.

Le ministre irlandais des Finances Michael Noonan a donné une indication de la gravité de la situation en expliquant à la mi-mars qu'il espérait un geste des autorités européennes pour étaler le processus de restructuration des banques promis à la communauté internationale.

Alors que l'économie allemande entame l'année 2011 avec optimisme. En effet le ministre de l'Economie, a annoncé une croissance de 3,4% pour 2010, soit un record depuis la réunification du pays en 1990. Par comparaison, la France devrait atteindre dans la douleur une hausse 1,5% de son PIB.

Ce boom de l'activité s'est accompagné d'une reprise sur le marché de l'emploi. Le taux de chômage n'a cessé de baisser pour atteindre son niveau de 1992. Et les embauches vont se poursuivre en 2011. Lufthansa a par exemple annoncé lundi la création de 4.000 postes dans le pays.

Ainsi, comme nous avons pu le voir tout au long de notre, la crise financière a eu un fort impact sur l'économie mondiale. Mais elle nous a permis de mettre en avant les dérives du système financier. Par conséquent, les autorités ont commencé à mettre en place certaines mesures afin que plus jamais une telle crise ne se reproduise.

BIBLIOGRAPHIE :

- o La crise, les voies de sorties - Michel Aglietta. Editions Michalon.
- o La crise en questions : 50 questions que vous vous posez - Nicolas Crespelle. Editions Eyroles
- o La crise financière en 40 concepts clés - Catherine Karyotis, Ghassen Bouslama. Revue Banque.
- o Rapport Cour des comptes : « La Relance en marche » - <http://www.gouvernement.fr/gouvernement/la-relance-en-marche-0>
- o Le Point : « Japon : Vaste plan de relance... » - <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/japon-vaste-plan-de-relance-economique-de-207-milliards-d-euros/916/0/287062>
- o La Tribune : « Allemagne, plan de relance adopté » - <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/02/13/01011-20090213FILWWW00543-allemande-plan-de-relance-adopte.php>
- o Le Parisien : "L'économie irlandaise" <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/l-economie-irlandaise-reste-dans-le-rouge-malgre-l-aide-europeenne-24-03-2011-1375321.php>
- o "L'économie grecque" : <http://souslemanguier.com/nouvelles/news.asp?id=19&idnews=30557&pays=178>
- o Le Figaro : "Obama s'attaque au déficit budgétaire" <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/02/14/04016-20110214ARTFIG00589-obama-s-attaque-au-deficit-budgetaire.php>